

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT de paiement annulé.  Francs.
ECONOMIE ET BUDGET		
I. — CHARGES COMMUNES		
TITRE III		
Dépenses accidentelles.....	37-95	2 000 000

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT de paiement ouvert.  Francs.
AFFAIRES ETRANGERES		
TITRE IV		
Français de l'étranger. — Action sociale....	46-92	2 000 000.

## MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Décret n° 80-627 du 4 août 1980 relatif au statut particulier des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du budget, du ministre de l'éducation et du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment son article 2 ;

Vu la loi du 17 juillet 1908 sur le relèvement des peines prononcées par les conseils disciplinaires et les déchéances ayant pu en résulter ;

Vu la loi n° 46-1084 du 18 mai 1946, modifiée par la loi n° 64-1325 du 26 décembre 1964, sur les pouvoirs disciplinaires du conseil supérieur de l'éducation ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu les décrets n° 50-580, 50-581 et 50-582 du 25 mai 1950 modifiés relatifs aux maxima de service des directeurs et professeurs d'écoles normales primaires, des personnels enseignants des établissements d'enseignement du second degré et du personnel des établissements publics d'enseignement technique ;

Vu le décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 modifié portant règlement d'administration publique pour la fixation des règles suivant lesquelles doit être déterminée l'ancienneté du personnel nommé dans l'un des corps de fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 60-403 du 22 avril 1960 portant dispositions statutaires applicables aux chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 69-493 du 30 mai 1969 portant statut des professeurs d'enseignement général de collège, modifié par le décret n° 79-968 du 9 novembre 1979 ;

Vu le décret n° 69-494 du 30 mai 1969 modifié relatif aux conditions de nomination, d'avancement et de rémunération dans certains emplois de direction d'établissement d'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 75-36 du 21 janvier 1975 relatif au statut particulier du corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 79-454 du 11 juin 1979 relatif au concours de recrutement de professeurs d'éducation physique et sportive ;

Vu l'avis du comité technique paritaire central du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs en date du 5 juillet 1979 ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique en date du 17 décembre 1979 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les professeurs d'éducation physique et sportive forment un corps régi par l'ordonnance du 4 février 1959 susvisée, par les règlements d'administration publique pris pour son application et par le présent décret qui fixe leur statut particulier.

### CHAPITRE I<sup>er</sup>

#### Dispositions générales.

Art. 2. — Le corps des professeurs d'éducation physique et sportive est classé dans la catégorie A prévue à l'article 17 de l'ordonnance susvisée du 4 février 1959.

Ses membres sont nommés et titularisés par arrêté du ministre chargé des sports ; le ministre prononce les affectations et les mutations suivant les procédures propres aux différents ordres d'enseignement.

Art. 3. — Le corps des professeurs d'éducation physique et sportive comprend un seul grade divisé en onze échelons.

Art. 4. — Les professeurs d'éducation physique et sportive participent aux actions d'éducation, principalement en assurant l'enseignement de leur discipline dans les établissements du second degré, dans les établissements d'enseignement supérieur et dans les établissements de formation du ministère de l'éducation et du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs. Ils peuvent exercer une mission de conseiller auprès des maîtres de l'enseignement du premier degré. Ils participent à la formation, l'entraînement et l'animation sportifs.

### CHAPITRE II

#### Recrutement.

Art. 5. — Sont recrutés en qualité de professeurs d'éducation physique et sportive :

1° Les candidats qui ont subi avec succès les épreuves du concours organisé pour la délivrance du certificat d'aptitude à l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans les conditions fixées par le décret susvisé du 11 juin 1979 ;

2° Dans la limite d'une nomination pour neuf nominations prononcées l'année précédente au titre du 1<sup>er</sup> ci-dessus, parmi les fonctionnaires appartenant au corps des chargés d'enseignement de l'éducation physique et sportive, au corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive et aux professeurs d'enseignement général de collège (valence E. P. S.) titulaires de la licence en sciences et techniques des activités physiques et sportives. Ces nominations sont prononcées au choix après inscription sur une liste d'aptitude. Les candidats à cette liste d'aptitude doivent être âgés de quarante ans au moins et justifier d'au moins quinze ans de services effectifs d'enseignement dont dix en qualité de titulaire.

Toutefois, cette durée est réduite à dix ans dont cinq en qualité de titulaire pour les professeurs d'enseignement général de collège et pour ceux des chargés d'enseignement et professeurs adjoints d'éducation physique et sportive possédant soit le diplôme de l'institut national du sport et de l'éducation physique ou de l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive, soit la licence en sciences et techniques des activités physiques et sportives, soit le brevet supérieur d'Etat d'éducation physique et sportive.

Les conditions d'âge et de durée de services s'apprécient au 1<sup>er</sup> octobre de l'année au titre de laquelle est établie la liste d'aptitude.

Le nombre des inscriptions sur cette liste ne peut excéder de plus de 50 p. 100 le nombre des nominations prévues en application du 2<sup>o</sup> du présent article.

Lorsque le nombre des professeurs d'éducation physique et sportive nommés pendant une année déterminée au titre du 1<sup>er</sup> du présent article n'est pas un multiple de neuf, le reste est ajouté au nombre des professeurs d'éducation physique et sportive nommés dans les mêmes conditions l'année suivante pour le calcul des nominations à prononcer au cours de cette nouvelle année au titre du 2<sup>o</sup> du présent article.

Art. 6. — La liste d'aptitude prévue au deuxième alinéa de l'article 5 est arrêtée chaque année par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition :

— soit des recteurs, en ce qui concerne les personnels enseignants en fonctions dans les établissements relevant du ministère de l'éducation et du ministère des universités ;

— soit des directeurs régionaux de la jeunesse, des sports et des loisirs, en ce qui concerne les personnels enseignants en fonctions dans les services extérieurs du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

— soit de leur chef de service, en ce qui concerne les personnels enseignants détachés,

et après avis de la commission administrative paritaire nationale du corps des professeurs d'éducation physique et sportive.

Art. 7. — Les professeurs recrutés au titre de l'article 5 (1°) sont, par arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, nommés professeurs d'éducation physique et sportive stagiaires. Après un stage d'un an, ceux dont les services ont donné satisfaction sont titularisés en qualité de professeur d'éducation physique et sportive. Dans le cas contraire, ils peuvent être autorisés à accomplir une seconde année de stage à l'issue de laquelle ils sont soit titularisés, soit licenciés, soit, s'ils étaient déjà fonctionnaires, remis dans leur corps d'origine.

Les professeurs recrutés au titre de l'article 5 (2°) sont, après un stage probatoire d'une année scolaire, soit titularisés, soit replacés dans leur corps d'origine.

La période de stage est prise en compte dans la limite d'une année pour le calcul de l'ancienneté dans le corps des professeurs d'éducation physique et sportive.

Art. 8. — Les dispositions du décret modifié du 5 décembre 1951 susvisé sont applicables aux professeurs d'éducation physique et sportive pour leur classement dans le nouveau corps. Pour l'application de ces dispositions, le coefficient caractéristique 135 est attribué au corps des professeurs d'éducation physique et sportive.

### CHAPITRE III

#### Notation et avancement.

Art. 9. — Par dérogation aux articles 24 et 25 de l'ordonnance du 4 février 1959 susvisée et au décret n° 59-308 du 14 février 1959, le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs fixe la note des professeurs d'éducation physique et sportive dans les conditions prévues aux articles 10 à 14 ci-après.

Art. 10. — Le recteur de l'académie dans le ressort de laquelle exerce le professeur attribue à celui-ci, sur proposition des supérieurs hiérarchiques, une note administrative de 0 à 40 accompagnée d'une appréciation générale sur sa manière de servir. La note chiffrée est communiquée à l'intéressé. La commission administrative paritaire académique peut, à la requête de celui-ci, demander au recteur la révision de la note. Dans ce cas, communication doit être faite à la commission de tous les éléments utiles d'information.

La commission administrative paritaire doit, à la requête de l'intéressé, demander au recteur la communication au professeur de l'appréciation générale mentionnée à l'alinéa 1° ci-dessus.

Art. 11. — L'inspecteur principal pédagogique de la jeunesse, des sports et des loisirs de l'académie dans le ressort de laquelle exerce le professeur porte une appréciation pédagogique sur la valeur de son action éducative et de son enseignement. Il lui attribue une note selon une cotation de 0 à 60.

L'appréciation pédagogique est communiquée immédiatement au professeur.

La note et l'appréciation pédagogiques ne peuvent être révisées.

Art. 12. — Les notes administratives éventuellement révisées font l'objet d'une péréquation à l'échelon national. La note globale est attribuée par le ministre chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs en faisant la somme de la note administrative ainsi péréquée et de la note pédagogique.

La note globale, la note administrative et la note pédagogique sont communiquées par le ministre à chaque intéressé.

Art. 13. — La notation du personnel détaché pour exercer une fonction d'enseignement est assurée, sous réserve des dispositions de l'article 14 selon les modalités prévues aux articles 11 et 12 ci-dessus. Cependant, le pouvoir de notation en matière administrative est attribué au chef de service.

Art. 14. — La notation du personnel détaché ou affecté dans un établissement d'enseignement supérieur, ou ne remplissant pas des fonctions d'enseignement, comporte une note de 0 à 100 fixée par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, compte tenu des notes ou appréciations établies par l'autorité auprès de laquelle ce personnel est détaché ou affecté.

La communication et la révision de la note sont alors effectuées conformément aux dispositions des articles 4, 5 et 6 du décret n° 59-308 du 14 février 1959.

Art. 15. — Par dérogation aux dispositions de l'article 27 de l'ordonnance du 4 février 1959 et du décret n° 59-308 du 14 février 1959 susvisé, l'avancement d'échelon des professeurs d'éducation physique et sportive a lieu partie au grand choix, partie au choix, partie à l'ancienneté.

Il a effet du jour où les intéressés remplissent les conditions fixées au tableau ci-après :

ÉCHELONS	GRAND CHOIX	CHOIX	ANCIENNETÉ
Du 1 <sup>er</sup> au 2 <sup>e</sup> échelon....			1 an.
Du 2 <sup>e</sup> au 3 <sup>e</sup> échelon....	1 an.		1 an 6 mois.
Du 3 <sup>e</sup> au 4 <sup>e</sup> échelon....	1 an.		1 an 6 mois.
Du 4 <sup>e</sup> au 5 <sup>e</sup> échelon....	2 ans.		2 ans 6 mois.
Du 5 <sup>e</sup> au 6 <sup>e</sup> échelon....	2 ans 6 mois.	3 ans.	3 ans 6 mois.
Du 6 <sup>e</sup> au 7 <sup>e</sup> échelon....	2 ans 6 mois.	3 ans.	3 ans 6 mois.
Du 7 <sup>e</sup> au 8 <sup>e</sup> échelon....	2 ans 6 mois.	3 ans.	3 ans 6 mois.
Du 8 <sup>e</sup> au 9 <sup>e</sup> échelon....	2 ans 6 mois.	3 ans 6 mois.	4 ans.
Du 9 <sup>e</sup> au 10 <sup>e</sup> échelon....	2 ans 6 mois.	3 ans 6 mois.	4 ans 6 mois.
Du 10 <sup>e</sup> au 11 <sup>e</sup> échelon....	2 ans 6 mois.	3 ans 6 mois.	4 ans 6 mois.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs établit pour chaque année scolaire :

a) Une liste des professeurs d'éducation physique et sportive atteignant au cours de cette période l'ancienneté d'échelon requise pour être promus au grand choix. Les promotions sont prononcées après avis de la commission administrative paritaire nationale dans la limite de 30 p. 100 de l'effectif des professeurs inscrits sur cette liste ;

b) Une liste des professeurs d'éducation physique et sportive atteignant au cours de cette période l'ancienneté d'échelon requise pour être promus au choix. Les promotions sont prononcées après avis de la commission administrative paritaire nationale dans la limite des cinq septièmes de l'effectif des professeurs inscrits sur cette liste.

Les fonctionnaires qui ne bénéficient pas d'une promotion au grand choix ou au choix sont promus lorsqu'ils justifient de la durée de services prévue pour l'avancement à l'ancienneté.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs établit pour chaque année scolaire des listes propres :

- aux personnels détachés pour exercer une fonction d'enseignement ;
- aux personnels affectés dans les unités d'enseignement et de recherche d'éducation physique et sportive et les établissements nationaux ou régionaux du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs ;
- aux personnels ne remplissant pas des fonctions d'enseignement.

Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle à l'application ni des dispositions de l'article 5 du décret n° 69-494 du 30 mai 1969, ni de celles de l'article 8 du décret n° 73-321 du 15 mars 1973.

### CHAPITRE IV

#### Discipline.

Art. 16. — Par dérogation aux dispositions de l'article 30 de l'ordonnance du 4 février 1959 susvisée, les sanctions disciplinaires susceptibles d'être appliquées aux professeurs d'éducation physique et sportive sont les suivantes :

- a) L'avertissement ;
- b) Le blâme ;
- c) La réduction d'ancienneté d'échelon ;
- d) L'abaissement d'un ou plusieurs échelons ;
- e) Le déplacement d'office ;

- f) L'exclusion temporaire de fonctions privative de toute rémunération pour une durée qui ne peut excéder cinq ans ;  
g) La mise à la retraite d'office ;  
h) La révocation sans suspension des droits à pension ;  
i) La révocation avec suspension des droits à pension.

## CHAPITRE V

## Dispositions diverses.

Art. 17. — Indépendamment des mutations prononcées en cours d'année dans l'intérêt du service, le tableau des mutations est établi pour chaque année scolaire. Les conditions de dépôt des demandes sont fixées par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Les mutations sont prononcées par le ministre après avis de la commission administrative paritaire nationale. Elles prennent effet à la date de la rentrée scolaire.

Art. 18. — L'article 49 de l'ordonnance du 4 février 1959 susvisée n'est pas applicable au corps des professeurs d'éducation physique et sportive.

Art. 19. — Par dérogation aux dispositions de l'article 34 de l'ordonnance du 4 février 1959, le professeur d'éducation physique et sportive peut être placé, sur sa demande, en position de non-activité en vue de poursuivre ou parfaire des études d'intérêt professionnel par arrêté du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs pour une période d'une année scolaire renouvelable dans la limite de cinq années, pendant l'ensemble de la carrière. Il peut être aussitôt remplacé dans son emploi. Le professeur d'éducation physique et sportive, placé dans cette position, continue à bénéficier de ses droits à la retraite sous réserve de verser la retenue légale, calculée d'après le dernier traitement d'activité. Ses droits à l'avancement sont interrompus.

Le ministre peut, à tout moment de l'année scolaire, faire procéder aux enquêtes nécessaires en vue de s'assurer que l'activité du fonctionnaire mis dans cette position de non-activité correspond réellement aux motifs pour lesquels il y a été placé.

La réintégration est de droit à l'une des trois premières vacances.

Le fonctionnaire qui, lors de sa réintégration, refuse le poste qui lui est assigné peut être licencié après avis de la commission administrative paritaire nationale.

Art. 20. — L'article 5 du décret du 11 juin 1979 susvisé est abrogé.

Art. 21. — Le ministre du budget, le ministre de l'éducation, le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 4 août 1980.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,  
JEAN-PIERRE SOISSON.

Le ministre du budget,  
MAURICE PAPON.

Le ministre de l'éducation,  
CHRISTIAN BEULLAC.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
JACQUES DOMINATI.

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## SENAT

## ORDRE DU JOUR

Documents mis en distribution le jeudi 7 août 1980 (1).

N° 313. — Proposition de loi de M. Hubert d'Andigné et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général (renvoyée à la commission des lois).

N° 320. — Rapport d'information de M. Lenglet, rapporteur, au nom de la commission des affaires économiques, fait par un groupe d'études sur les conditions de réparation des dommages occasionnés par des calamités agricoles.

N° 350. — Allocution prononcée par M. Alain Poher, président du Sénat.

N° 376. — Proposition de loi de M. Séramy et plusieurs de ses collègues relative à l'attribution de bonifications annuelles pour le calcul de la retraite des sapeurs-pompiers professionnels (renvoyée à la commission des lois).

(1) Les documents parlementaires du Sénat sont servis, dès leur publication, aux abonnés à l'édition Documents du Sénat.

Abonnement, un an : France et outre-mer : 260 F ; étranger : 540 F. Ils sont, en outre, disponibles au prix unitaire de 1 F au bureau de vente de la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, Paris (15°).

Pour la vente par correspondance, ce prix est majoré d'une participation forfaitaire aux frais d'expédition de 2,40 F.

Pour régler, attendre la facture de la Direction des Journaux officiels.

**Soyez léger :**

**La microfiche J. O. ne pèse que 5 g.**

(98 pages.)